Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 70° — Roma - Sabato, 6 aprile 1929 - Anno VII — Numero 81

SOMMARIO

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Autorizzazione a promuovere le « Esposizioni riunite del Littoriale » in Bologna.

Con decreto 25 gennaio 1929-VII di S. E. il Capo del Governo, registrato alla Corte dei conti il 21 marzo 1929-VII al registro n. 3 Finanze, foglio n. 347, il Comitato bolognese organizzatore è stato autorizzato a promuovere, ai termini e per gli effetti del R. decreto-legge 16 dicembre 1923, n. 2740, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e 7 aprile 1927, n. 515, le Esposizioni riunite del Littoriale, che avranno luogo a Bologna dal 19 maggio al 2 giugno 1929-VII.

(1158)

LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione **1030.**

LEGGE 31 dicembre 1928, n. **3495.**

Approvazione del Trattato di neutralità, di conciliazione e di regolamento giudiziario, firmato in Roma, fra il Regno d'Italia e la Repubblica Turca, il 30 maggio 1928, nonchè dell'annesso Protocollo.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data al Trattato di neutralità, di conciliazione e di regolamento giudiziario, firmato in Roma, fra il Regno d'Italia e la Repubblica Turca, il 30 maggio 1928, nonchè all'annesso Protocollo.

Art. 2.

La presente legge entrerà in vigore immediatamente dopo lo scambio delle ratifiche del Trattato di cui all'articolo precedente.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 dicembre 1928 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Traité de neutralité, de conciliation et de règlement judiciaire entre le Royaume d'Italie et la République Turque.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, animés du désir de consolider les liens d'amitié existant entre les deux Pays, et dans le but de contribuer au maintien de la paix générale, ont décidé de conclure un traité de neutralité, de conciliation et de rè-

glement judiciaire, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence Benito Mussolini, Chef du Gouvernement, Premier Ministre Secrétaire d'Etat, Ministre Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères;

Le Président de la République Turque:

Son Excellence Suad Bey, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Turque près Sa Majesté le Roi d'Italie;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entrer dans aucune entente d'ordre politique ou économique et dans aucune combinaison dirigées contre l'une d'Elles.

Art. 2.

Si l'une des Hautes Parties contractantes, malgré son attitude pacifique, est attaquée par une ou plusieurs autres Puissances, l'autre Partie observera la neutralité pendant toute la durée du conflit.

Art. 3.

Les Hautes Parties contractantes s'obligent de soumettre à une procédure de conciliation les différends de toute espèce qui pourraient surgir entre Elles, et qui n'auraient pu être résolus par la normale voie diplomatique. Dans le cas de non réussite de la procédure de conciliation, on aura recours à un règlement judiciaire. Le Protocole ci-annexé établit la procédure pour la conciliation et le règlement judiciaire.

Le présent article ne s'applique pas aux questions qui, en vertu des Traités en vigueur entre les deux Hautes Parties contractantes, rentrent dans la compétence de l'une d'Elles. Il ne s'applique pas également aux questions se rapportant, conformément au droit international, au droit de souveraineté.

Chacune des Hautes Parties contractantes déterminera d'une façon unilatérale, par une déclaration écrite, si une question relève du droit de souveraineté.

Pour qu'une question puisse être soumise à la procédure de conciliation ou à l'arbitrage, conformément aux clauses du Protocole annexé, il faut qu'elle soit reconnue au préalable, par sa nature, conforme aux dispositions du présent article.

La sentence arbitrale sera rendue d'après les principes du droit international.

Art. 4.

Les contestations qui pourraient surgir soit dans l'interprétation, soit dans l'exécution du présent Traité, seront soumises directement — par simple demande — à la Cour Permanente de Justice Internationale de la Haye.

Art. 5.

Le présent Traité sera ratifié dans le plus bref délai possible et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications qui aura lieu à Rome.

Il aura une durée de 5 ans à partir de la date de l'échange des instruments de ratification. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il restera en vigueur encore pour une période de 5 ans.

Fait à Rome, le 30 mai mil neuf cent vingt-huit, en deux exemplaires qui feront également foi et dont un sera remis à chacun des Etats signataires.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité et l'ont muni de leurs sceaux.

(*L. S.*) BENITO MUSSOLINI (*L. S.*) SUAD

Protocole annexé au Traité de neutralité, de conciliation et de règlement judiciaire entre le Royaume d'Italie et la République Turque.

Art. 1.

Les Hautes Parties contractantes institueront une Commission permanente de conciliation, composée de cinq membres.

Elles nommeront chacune un membre de leur agrément et désigneront les autres trois d'un commun accord. Ces trois membres ne devront pas être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile dans leur territoire, ni se trouver à leur service. Les Parties désigneront, d'un commun accord, le Président parmi ces trois membres.

Tant que la procédure n'est pas ouverte, chacune des Parties contractantes pourra révoquer la nomination du commissaire choisi par elle et lui désigner un successeur; elle pourra également retirer son assentiment à la nomination de chacun des trois membres désignés en commun. Dans ce cas, il sera nécessaire de procéder sans retard au remplacement des membres dont le mandat aurait pris fin.

Il sera pourvu au remplacement des commissaires de la même manière fixée pour leur nomination.

Au cours effectif de la procédure, les membres nommés d'un commun accord recevront une indemnité, dont le montant sera arrêté entre les Parties contractantes et payé par Elles dans une égale mesure. Chaque Partie, par contre, fixera et payera l'indemnité du membre de la Commission nommé par Elle.

Les frais généraux de la Commission seront partagés également entre les deux Parties.

La Commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du Traité de neutralité, de conciliation et de règlement judiciaire dont le présent Protocole fait à tout effet partie intégrante, et se réunira au lieu désigné par son Président.

Si la nomination des membres à désigner d'un commun accord ne s'effectuait pas dans le délai de six mois à partir de la date de l'échange des ratifications du Traité susdit, ou, en cas de remplacement, dans le délai de trois mois à partir de la date de la vacance du poste, il sera procédé aux nominations conformément à l'article 45 de la Convention de la Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907.

Art. 2.

Sauf convention contraire, la procédure de conciliation sera réglée par la Convention de la Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907.

Art. 3.

La Commission de conciliation pourra être saisie par une seule des Parties, laquelle notifiera sa requête au Président

de la Commission et à l'autre Partie. La Commission pourra toutefois offrir elle-même ses offices si son Président et deux de ses membres y consentent.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter dans la plus large mesure possible, et sous tous les rapports, les travaux de la Commission, et plus particulièrement à user de tous les moyens dont elles disposent, conformément aux législations respectives, pour saisir la dite Commission de la même compétence de leurs Tribunaux Suprêmes, en tout ce qui concerne la citation et l'audition des témoins et des experts, ainsi que les enquêtes sur les lieux.

Art. 4.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'examiner les questions particulières qui lui seront soumises, et d'établir les résultats de son enquête dans un rapport *ad hoc* destiné à éclaircir les questions de fait, facilitant ainsi la solution du différend. Dans son rapport, la Commission précisera les points en litige et fera suivre à son exposé les recommandations susceptibles d'obtenir un accord entre les Parties.

Le rapport devra être présenté dans les six mois à partir du jour où la Commission aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes ne décident d'abréger ou de proroger ce délai. Le rapport devra être rédigé en trois exemplaires, dont deux à remettre aux Parties et le troisième à être conservé dans les archives de la Commission.

La Commission fixera le délai dans lequel les Parties devront se prononcer à l'égard de ses recommandations, aussi bien que celui dans lequel elles pourront soumettre le différend à un règlement judiciaire si la procédure de conciliation n'avait pas abouti. Ces deux délais ne pourront toutefois être supérieurs à six mois le premier, et à trois le second.

Le rapport de la Commission n'aura pas le caractère d'une sentence définitive et obligatoire, ni en ce qui concerne l'exposition des faits, ni en ce qui concerne les questions de droit.

Art. 5.

Si les Parties n'acceptent pas les recommandations de la Commission de conciliation, chacune d'Elles pourra, dans le délai fixé par cette dernière, demander que le différend soit soumis à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Dans le cas où, de l'avis de la Cour, le différend ne serait pas d'ordre juridique, les Parties conviennent qu'il sera tranché *ex aequo et bono*.

Art. 6.

Les Parties contractantes pourront toutefois s'accorder de soumettre tout différend à un Tribunal arbitral, constitué conformément aux articles 55 et suivants de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907 ou conformément à tout autre accord existant entre Elles.

Art. 7.

Les Parties contractantes, se conformant aux dispositions du Statut et du Règlement de la Cour Permanente de Justice Internationale, établiront un compromis déterminant l'objet du différend, la compétence spéciale attribuée au Tribunal, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre Elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les Gouvernements des deux Parties contractantes, et sera interprété dans tous ses points par la Cour de Justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à partir du jour où la demande de règlement judiciaire aura été notifiée à une des deux Parties, chacune d'Elles pourra saisir par voie de simple requête la Cour de Justice.

Art. 8.

L'arrêt rendu par la Cour Permanente de Justice Internationale sera exécuté de bonne foi par les Parties.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire, les Parties contractantes s'abstiendront, autant que possible, de toute mesure susceptible de produire une répercussion préjudiciable à l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou à l'exécution de l'arrêt de la Cour Permanente de Justice Internationale.

Art. 9.

Si une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire est pendante lors de l'expiration du Traité de neutralité, de conciliation et de règlement judiciaire, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent Protocole ou de toute autre convention que les Parties contractantes auraient convenu de lui substituer.

Fait à Rome en double exemplaire le 30 mai mil neuf cent vingt-huit.

BENITO MUSSOLINI — SUAD

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
GRANDI.

Numero di pubblicazione **1031**.

REGIO DECRETO 28 gennaio 1929, n. **384**.

Soppressione degli uffici di conciliazione degli ex comuni di Lombriasco, Osasio e Virle Piemonte.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 15 aprile 1928, n. 907, col quale i comuni di Lombriasco, Osasio e Virle Piemonte sono stati soppressi, ed i rispettivi territori aggregati a quello di Pancalieri;

Vista la deliberazione del podestà di Pancalieri, rivolta ad ottenere la soppressione degli uffici di conciliazione degli ex comuni di Lombriasco, Osasio e Virle Piemonte;

Visti i pareri favorevoli del primo presidente e del procuratore generale presso la Corte d'appello di Torino;

Visti gli articoli 1 della legge 16 giugno 1892, n. 261, e 1 del relativo regolamento 26 dicembre stesso anno, n. 728;

Sulla proposta del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la giustizia e gli affari di culto;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Gli uffici di conciliazione esistenti negli ex comuni di Lombriasco, Osasio e Virle Piemonte sono soppressi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 gennaio 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

ROCCO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *aprile* 1929 - *Anno VII*
Atti del Governo, registro 283, *foglio* 3. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione **1032.**

REGIO DECRETO 28 gennaio 1929, n. **385.**

Soppressione dell'ufficio di conciliazione dell'ex comune di Portese, ed estensione della circoscrizione dell'ufficio esistente nell'ex comune di San Felice di Scovolo.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 13 maggio 1928-VI, n. 1202, col quale i comuni di San Felice di Scovolo e Portese venivano riuniti in un solo Comune denominato San Felice del Benaco;

Vista la deliberazione del commissario prefettizio di detto Comune con la quale si chiede che per tutto il territorio del comune di San Felice del Benaco funzioni un solo ufficio di conciliazione;

Visti i pareri favorevoli del presidente e dell'avvocato generale presso la sezione di Corte d'appello di Brescia;

Visti gli articoli 1 della legge 16 giugno 1892, n. 261, e 1 del relativo regolamento 26 dicembre stesso anno, n. 728;

Sulla proposta del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la giustizia e gli affari di culto;

Abbiamo decretato e decretiamo:

L'ufficio di conciliazione dell'ex comune di Portese è soppresso, e la circoscrizione dell'ufficio esistente nell'ex comune di San Felice di Scovolo è estesa a tutto il territorio dell'attuale comune di San Felice del Benaco.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 gennaio 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

ROCCO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *aprile* 1929 - *Anno VII*
Atti del Governo, registro 283, *foglio* 4. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione **1033.**

REGIO DECRETO 28 gennaio 1929, n. **386.**

Soppressione degli uffici di conciliazione degli ex comuni di Verrayes e Saint Dénis.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 26 aprile 1928, n. 1066, col quale i comuni di Verrayes e Saint Dénis sono stati soppressi, ed i rispettivi territori aggregati a quello di Chambave;

Vista la deliberazione del commissario prefettizio di Chambave, rivolta ad ottenere la soppressione degli uffici di conciliazione degli ex comuni di Verrayes e Saint Dénis;

Visti i pareri favorevoli del primo presidente e del procuratore generale presso la Corte d'appello di Torino;

Visti gli articoli 1 della legge 16 giugno 1892, n. 261, e 1 del relativo regolamento 26 dicembre stesso anno, n. 728;

Sulla proposta del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la giustizia e gli affari di culto;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Gli uffici di conciliazione esistenti negli ex comuni di Verrayes e Saint Dénis sono soppressi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 gennaio 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

ROCCO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *aprile* 1929 - *Anno VII*
Atti del Governo, registro 283, *foglio* 5. — SIROVICH.

Numero di pubblicazione **1034.**

REGIO DECRETO 28 febbraio 1929, n. **393.**

Variante al piano regolatore di Tripoli interessante la piazza Italia e zone adiacenti.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge organica per l'amministrazione della Tripolitania e della Cirenaica 26 giugno 1927, n. 1013;

Visto il piano regolatore della città di Tripoli approvato col R. decreto 2 settembre 1912, n. 1098, e le successive varianti approvate coi Nostri decreti 15 gennaio 1914, 3 febbraio 1917 e 23 agosto 1920;

Visto il progetto 26 marzo 1928, n. 3303, compilato dall'ufficio opere pubbliche della Tripolitania, per incarico di quel Governo, relativo ad una proposta di variante alle linee del piano regolatore di Tripoli, consistente nell'allargamento della piazza Italia e nella sua sistemazione a portici, nello spostamento dell'ultimo tratto della Sciara El Garbi verso nord-ovest in modo da far coincidere l'asse di questa strada con l'asse della piazza del Castello, ed infine nel prolungamento della stessa strada fino al Lungomare Conte Volpi;

Ritenuto che la detta variante risponde ad assolute esigenze della viabilità nella città di Tripoli, il cui rapido sviluppo e l'accresciuto traffico richiedono l'allargamento del centro della città stessa, e risponde altresì a non trascurabili esigenze estetiche;

Sentito il Consiglio superiore coloniale;

Sentito il parere del Consiglio superiore dei lavori pubblici;

Sentito il parere della Commissione di arte ed edilità istituita col R. decreto-legge 18 novembre 1928, n. 2628;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le colonie;

Abbiamo decretato e decretiamo:

E' approvata la variazione al piano regolatore della città di Tripoli risultante dal progetto n. 3303 in data 26 marzo 1928 dell'ufficio opere pubbliche della Tripolitania e particolarmente dalla planimetria in data 4 febbraio 1928 firmata dall'ingegnere capo Alfredo Strada e vistata, d'ordine Nostro, dal Ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 febbraio 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 aprile 1929 - Anno VII
Atti del Governo, registro 283, foglio 12. — FERZI.

Numero di pubblicazione 1035.

REGIO DECRETO 14 marzo 1929, n. 398.

Conferma in servizio, per altri sei mesi, del personale a ferma temporanea dell'Amministrazione del Fondo per il culto.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 1, n. 1, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Visto l'art. 8 del R. decreto 29 giugno 1924, n. 1086;
Visto il R. decreto-legge 18 settembre 1924, n. 1496;
Vista la legge 6 dicembre 1925, n. 2176;
Visto il R. decreto 12 dicembre 1926, n. 2177;
Visto il R. decreto 23 giugno 1927, n. 1198;
Visto il R. decreto 26 febbraio 1928, n. 354;
Visto il R. decreto 3 agosto 1928, n. 1999;
Sentito il Consiglio di Stato;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per la giustizia e gli affari di culto, di concerto con quello per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

E' confermato in servizio dal 1° gennaio 1929 al 30 giugno 1929, coi medesimi corrispettivi, il personale a ferma temporanea ora esistente nell'Amministrazione del Fondo per il culto, per il compimento delle operazioni riguardanti il miglioramento economico del clero e la sistemazione del carico delle entrate di detta Azienda.

Art. 2.

Le vacanze che eventualmente saranno per verificarsi nel personale indicato nel precedente articolo non saranno rimpiazzate.

Art. 3.

Per la corresponsione degli assegni dovuti al personale, di cui all'art. 1, con decreto del Ministro per le finanze, saranno introdotte nello stato di previsione dell'Amministrazione del Fondo per il culto per l'esercizio 1928-1929 le occorrenti variazioni compensative.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 marzo 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — ROCCO — MOSCONI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 aprile 1929 - Anno VII
Atti del Governo, registro 283, foglio 19. — FERZI.

Numero di pubblicazione 1036.

REGIO DECRETO 28 gennaio 1929, n. 387.

Soppressione dell'ufficio di conciliazione dell'ex comune di Flero, ed estensione della circoscrizione dell'ufficio esistente nell'ex comune di Poncarale.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 17 novembre 1927-VI, n. 2219, col quale i comuni di Poncarale e Flero venivano riuniti in un solo Comune denominato Poncarale-Flero;
Vista la deliberazione del commissario prefettizio di detto Comune, con la quale si chiede che per tutto il territorio del comune di Poncarale-Flero funzioni un solo ufficio di conciliazione;
Visti i pareri favorevoli del presidente e dell'avvocato generale presso la sezione di Corte d'appello di Brescia;
Visti gli articoli 1 della legge 16 giugno 1892, n. 261, e 1 del relativo regolamento 26 dicembre stesso anno, n. 728;
Sulla proposta del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la giustizia e gli affari di culto;
Abbiamo decretato e decretiamo:

L'ufficio di conciliazione dell'ex comune di Flero è soppresso e la circoscrizione dell'ufficio esistente nell'ex comune di Poncarale è estesa a tutto il territorio dell'attuale comune di Poncarale-Flero.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 gennaio 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

ROCCO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° aprile 1929 - Anno VII
Atti del Governo, registro 283, foglio 6. — SIROVICH.

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 23 marzo 1929.

Autorizzazione all'Opera nazionale Balilla ad acquistare un immobile in Rupa di Merna (Gorizia).

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO

Vista la deliberazione 28 febbraio 1929-VII, n. 7, del presidente dell'Opera nazionale Balilla, con cui si stabilisce di acquistare in Rupa di Merna (Gorizia) un fabbricato con annesso terreno e diritti inerenti, di proprietà del dott. Gino

Raunich, per il prezzo di L. 100,000, al fine di istituirvi una « Casa dei Balilla »;
Visti gli atti comprovanti la libera proprietà del fondo in testa all'alienante;
Visto l'art. 17 della legge 3 aprile 1926, n. 2247;

Decreta:

L'Opera nazionale Balilla è autorizzata ad acquistare l'immobile suindicato.

Roma, addì 23 marzo 1929 - Anno VII

Il Capo del Governo: MUSSOLINI.

(1160)

DECRETO MINISTERIALE 22 marzo 1929.
Dimissioni di agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Genova.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il proprio decreto 4 settembre 1925, n. 4092, col quale, fra gli altri, venne nominato agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Genova il sig. Sangiovanni Mario;
Considerato che il predetto agente di cambio, in seguito ad invito rivoltogli dal Sindacato degli agenti di cambio di provvedere al reintegro della propria cauzione, ha rassegnato il 26 febbraio 1929 le proprie dimissioni dalla carica;

Decreta:

Con effetto dal 26 febbraio 1929 sono accettate le dimissioni rassegnate dal sig. Sangiovanni Mario di Raffaele, dalla carica di agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Genova.

Roma, addì 22 marzo 1929 - Anno VII

Il Ministro: MOSCONI.

(1161)

DECRETO MINISTERIALE 4 aprile 1929.
Norme per l'illuminazione delle targhe di riconoscimento di alcune specie di autoveicoli.

IL MINISTRO PER LE COMUNICAZIONI

Visto l'art. 109, n. 3, del R. decreto 2 dicembre 1928, numero 3179, che detta norme per la tutela delle strade e per la circolazione;
Di concerto col Ministro per i lavori pubblici;

Decreta:

Art. 1.

I proprietari degli autoveicoli destinati esclusivamente al trasporto di cose e le ditte esercenti linee automobilistiche regolarmente concesse od autorizzate sono esentati in via provvisoria dall'obbligo di munire i loro veicoli del sistema e dei dispositivi elettrici per illuminare la targa di riconoscimento, prescritti dal quinto capoverso dell'art. 61 del R. decreto 2 dicembre 1928, n. 3179.
Qualora si valgano della facoltà accordata con la disposizione precedente è fatto obbligo ai proprietari ed alle ditte suindicati di illuminare a luce bianca la targa di riconoscimento o con una sorgente luminosa posta superiormente alla targa e protetta da una copertura verso l'esterno o con due fanalini situati lateralmente alla targa stessa.
Nell'uno come nell'altro sistema l'intensità della sorgente luminosa deve essere tale da rendere leggibili egualmente tutte le cifre e le lettere a distanza non minore di trenta metri.
Rimane fermo l'obbligo che i dispositivi anzidetti proiettino luce rossa all'indietro.

Art. 2.

Le Amministrazioni militari sono esentate in via definitiva dall'obbligo di applicare il sistema ed i dispositivi elettrici per illuminare la targa di riconoscimento, di cui al quinto capoverso dell'articolo 61 del R. decreto 2 dicembre 1928, n. 3179, agli autoveicoli destinati al trasporto di cose, alle autospeciali, ai carri armati, alle autoblindate, agli autocamions, alle trattrici ed ai trattori.
I veicoli anzidetti devono portare nella parte posteriore un fanale collocato in maniera da poter illuminare la targa di riconoscimento e proiettare all'indietro luce rossa.

Art. 3.

Le Amministrazioni militari sono inoltre esentate dall'obbligo di applicare il sistema ed i dispositivi elettrici per illuminare la targa di riconoscimento di cui al quinto capoverso dell'art. 61 del R. decreto 2 dicembre 1928, n. 3179, ai motocicli attualmente in circolazione.
I motocicli anzidetti devono portare invece nella parte posteriore un fanale collocato in maniera da poter illuminare la targa di riconoscimento e proiettare all'indietro luce rossa.

Art. 4.

Chi circola con autoveicolo non munito degli apparecchi di illuminazione, il cui uso è obbligatorio a norma del presente decreto, è punito a norma del penultimo capoverso dell'art. 61 del R. decreto 2 dicembre 1928, n. 3179.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale.*

Roma, addì 4 aprile 1929 - Anno VII

Il Ministro: CIANO.

(1159)

DECRETO MINISTERIALE 27 marzo 1929.
Approvazione della nomina del presidente del Sindacato provinciale dei proprietari di terre affittate di Rovigo.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto lo statuto della Confederazione nazionale fascista degli agricoltori, approvato con R. decreto 7 ottobre 1926, n. 1804;
Vista l'istanza con cui la Confederazione suddetta chiede l'approvazione della nomina del sig. Giovanni Battista Casellati a presidente del Sindacato provinciale dei proprietari di terre affittate di Rovigo;

Ritenuto che tale nomina è avvenuta con l'osservanza delle norme statutarie e che la persona nominata riveste i requisiti di legge;

Di concerto col Ministro per l'interno;

Decreta:

E' approvata la nomina del sig. Giovanni Battista Casellati a presidente del Sindacato provinciale dei proprietari di terre affittate di Rovigo.

Roma, addì 27 marzo 1929 - Anno VII

Il Capo del Governo, Ministro per le corporazioni:
MUSSOLINI.

(986)

DECRETO MINISTERIALE 27 marzo 1929.
Approvazione della nomina del presidente della Federazione provinciale degli agricoltori di Gorizia.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto lo statuto della Confederazione nazionale fascista degli agricoltori, approvato con R. decreto 7 ottobre 1926, n. 1804;

Vista l'istanza con cui la Confederazione suddetta chiede l'approvazione della nomina del sig. Francesco Candussi a presidente della dipendente Federazione provinciale di Gorizia;

Ritenuto che tale nomina è avvenuta con l'osservanza delle norme statutarie e che la persona nominata riveste i requisiti di legge;

Di concerto col Ministro per l'interno;

Decreta:

E' approvata la nomina del sig. Francesco Candussi a presidente della Federazione provinciale degli agricoltori di Gorizia.

Roma, addì 27 marzo 1929 - Anno VII

Il Capo del Governo, Ministro per le corporazioni:
MUSSOLINI.

(987)

DECRETO MINISTERIALE 27 marzo 1929.
Approvazione della nomina del presidente del Sindacato provinciale degli agricoltori non coltivatori diretti di Teramo.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto lo statuto della Confederazione nazionale fascista degli agricoltori, approvato con R. decreto 7 ottobre 1926, n. 1804;

Vista l'istanza con cui la Confederazione suddetta chiede l'approvazione della nomina del sig. comm. Gennaro Flaiani a presidente del Sindacato provinciale degli agricoltori non coltivatori diretti di Teramo;

Ritenuto che tale nomina è avvenuta con l'osservanza delle norme statutarie e che la persona nominata riveste i requisiti di legge;

Di concerto col Ministro per l'interno;

Decreta:

E' approvata la nomina del sig. comm. Gennaro Flaiani a presidente del Sindacato provinciale degli agricoltori non coltivatori diretti di Teramo.

Roma, addì 27 marzo 1929 - Anno VII

Il Capo del Governo, Ministro per le corporazioni:
MUSSOLINI.

(988)

DECRETO MINISTERIALE 27 marzo 1929.
Approvazione della nomina del presidente del Sindacato provinciale dei proprietari di terre affittate di Teramo.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto lo statuto della Confederazione nazionale fascista degli agricoltori, approvato con R. decreto 7 ottobre 1926, n. 1804;

Vista l'istanza con cui la Confederazione suddetta chiede l'approvazione della nomina del sig. Giovanni Palma a presidente del Sindacato provinciale dei proprietari di terre affittate di Teramo;

Ritenuto che tale nomina è avvenuta con l'osservanza delle norme statutarie e che la persona nominata riveste i requisiti di legge;

Di concerto col Ministro per l'interno;

Decreta:

E' approvata la nomina del sig. Giovanni Palma a presidente del Sindacato provinciale dei proprietari di terre affittate di Teramo.

Roma, addì 27 marzo 1929 - Anno VII

Il Capo del Governo, Ministro per le corporazioni:
MUSSOLINI.

(989)

DECRETO MINISTERIALE 27 marzo 1929.
Approvazione della nomina del presidente della Federazione provinciale degli agricoltori di Sassari.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto lo statuto della Confederazione nazionale fascista degli agricoltori, approvato con R. decreto 7 ottobre 1926, n. 1804;

Vista l'istanza con cui la Confederazione suddetta chiede l'approvazione della nomina del sig. cav. Giuseppe Diaz a presidente della dipendente Federazione provinciale di Sassari;

Ritenuto che tale nomina è avvenuta con l'osservanza delle norme statutarie e che la persona nominata riveste i requisiti di legge;

Di concerto col Ministro per l'interno;

Decreta:

E' approvata la nomina del sig. cav. Giuseppe Diaz a presidente della Federazione provinciale degli agricoltori di Sassari.

Roma, addì 27 marzo 1929 - Anno VII

Il Capo del Governo, Ministro per le corporazioni:
MUSSOLINI.

(990)

DECRETO MINISTERIALE 27 marzo 1929.

Approvazione della nomina del presidente del Sindacato provinciale dei proprietari di terre affittate di Padova.

IL CAPO DEL GOVERNO
PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO
MINISTRO PER LE CORPORAZIONI

Visto lo statuto della Confederazione nazionale fascista degli agricoltori, approvato con R. decreto 7 ottobre 1926, n. 1804;

Vista l'istanza con cui la Confederazione suddetta chiede l'approvazione della nomina del sig. avv. Vittorio Mantovani a presidente del Sindacato provinciale dei proprietari di terre affittate di Padova;

Ritenuto che tale nomina è avvenuta con l'osservanza delle norme statutarie e che la persona nominata riveste i requisiti di legge;

Di concerto col Ministro per l'interno;

Decreta:

E' approvata la nomina del sig. avv. Vittorio Mantovani a presidente del Sindacato provinciale dei proprietari di terre affittate di Padova.

Roma, addì 27 marzo 1929 - Anno VII

Il Capo del Governo, Ministro per le corporazioni:
MUSSOLINI.

(991)

DECRETI PREFETTIZI:

Riduzione di cognomi nella forma italiana.

N. 17304.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DEL CARNARO

Vista la domanda presentata del signor Egone Fleischer, nato a Fiume il 16 luglio 1908 da Arnaldo e da Brod Elsa, residente a Varese, diretta ad ottenere ai termini dell'art. 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, la riduzione del proprio cognome in quello di « Ferrero »;

Ritenuto che contro l'accoglimento di tale domanda, rimasta affissa per un mese tanto all'albo del Comune di residenza del richiedente quanto all'albo della Prefettura non è stata fatta opposizione alcuna nel termine legale di 15 giorni;

Visto il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, nonchè le istruzioni approvate con decreto 5 agosto 1926 del Ministro per la giustizia e gli affari di culto;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Egone Fleischer è ridotto nella forma italiana di « Ferrero » a tutti gli effetti di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, notificato dal commissario prefettizio di Fiume al richiedente ed avrà esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Fiume, addì 28 febbraio 1929 - Anno VII

Il prefetto: VIVORIO.

(742)

N. 13642.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DEL CARNARO

Vista la domanda presentata dal signor Francesco Rolih, nato a Bisterza il 12 gennaio 1881 da Giovanni e da Maria Valencic, residente ad Elsane, diretta ad ottenere ai termini dell'art. 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, la riduzione del proprio cognome in quello di « Rolli ».

Ritenuto che contro l'accoglimento di tale domanda, rimasta affissa per un mese tanto all'albo del Comune di residenza del richiedente quanto all'albo della Prefettura non è stata fatta opposizione alcuna nel termine legale di 15 giorni;

Visto il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, nonchè le istruzioni approvate con decreto 5 agosto 1926 del Ministro per la giustizia e gli affari di culto;

Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Francesco Rolih è ridotto nella forma italiana di « Rolli » a tutti gli effetti di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, notificato dal podestà di Elsane al richiedente ed avrà esecuzione secondo le norme di cui ai nn. 4 e 5 delle istruzioni predette.

Fiume, addì 28 febbraio 1929 - Anno VII

Il prefetto: VIVORIO.

(744)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Smarrimento di ricevuta.

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 310.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento della sotto indicata ricevuta relativa a titoli di debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 33 — Data: 8 ottobre 1928 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Forlì — Intestazione: Stefani don Claudio fu Giovanni, dom. a S. Mauro, per conto della Confraternita SS. Sacramento in S. Mauro — Titoli del Debito pubblico al portatore: 2 — Rendita L. 10, consolidato 5 %, con decorrenza 1° luglio 1928.

Ai termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, 23 marzo 1929 - Anno VII

Il direttore generale: CIARROCCA.

(900)

BANCA

Capitale nominale L. 500,000,000

Situazione al 10

			DIFFERENZE con la situazione al 28 febbraio 1929 — (migliaia di lire)	
ATTIVO.				
Oro in cassa . . . . L.		5,077,538,515.36	+	18,927
Altre valute auree:				
Crediti su l'estero.	L. 3,581,461,974.75		—	114,984
Buoni del tesoro di Stati esteri e biglietti di Banche estere	» 1,820,114,713,38		+	2
		5,401,576,688.13	—	114,982
Riserva totale . . . . L.		10,479,115,203.49	—	96,055
Oro depositato all'estero dovuto dallo Stato . . . . »		1,836,187,265.07		—
Cassa . . . . »		251,447,458.89	+	29,538
Portafoglio su piazze italiane . . . . »		3,439,657,679.78	—	35,476
Effetti ricevuti per l'incasso . . . . »		5,285,636.02	—	316
Anticipazioni: su titoli dello Stato, titoli garantiti dallo Stato e cartelle fondiarie	L. 1,579,991,783.28			
Anticipazioni: su sete e bozzoli	» 4,093,852.65			
		1,584,085,635.93	—	146,129
Titoli dello Stato e garantiti dallo Stato di proprietà della Banca . . . . L.		1,042,928,874.63	+	1,227
Conti correnti attivi nel Regno:				
prorogati pagamenti alle stanze di compensazione . . .	L. 129,708,046.26		—	17,184
altri	» 96,272,971.44		+	1,583
		225,981,017.70	—	15,601
Credito di interessi per conto dell'Istituto di liquidazioni . . . . L.		334,652,930.81		—
Azionisti a saldo azioni . . . . »		200,000,000 —		—
Immobili per gli uffici . . . . »		140,815,003.47		—
Istituto di liquidazioni . . . . »		1,077,341,322.14		—
Partite varie:				
Fondo di dotazione del Credito fondiario	L. 30,000,000 —			—
Impiego della riserva straordinaria	» 32,485,000 —			—
Impiego della riserva speciale azionisti	» 52,690,437.20			—
Impiego fondo pensioni	» 184,888,797.90			—
Debitori diversi	» 302,972,403.35		—	685
		603,036,638.45	—	685
Spese . . . . L.		17,597,828.14	+	1,654
L.		21,238,132,494.52		—
Depositi in titoli e valori diversi . . . . »		28,417,994,225.39	—	67,864
L.		49,656,126,719.91		—
Partite ammortizzate nei passati esercizi . . . . »		181,911,423.75	—	231
TOTALE GENERALE . . L.		49,838,038,143.66	—	329,938

Saggio normale dello sconto 6 per cento (dal 7 gennaio 1929).

Il governatore: STRINGHER.

(13698

D'ITALIA

- Versato L. 300,000,000

marzo 1929 (VII)

PASSIVO.

			DIFFERENZE con la situazione al 20 febbraio 1929 (migliaia di lire)
Circolazione dei biglietti L.		16,060,112,950 —	— 137,146
Vaglia cambiari e assegni della Banca »		442,228,844.87	— 157,143
Depositi in conto corrente fruttifero »		1,703,948,885.18	— 36,508
Conto corrente del Regio tesoro »		300,000,000 —	—
L.		18,506,290,680.05	— 330,797
Capitale L.		500,000,000 —	—
Massa di rispetto »		100,000,000 —	—
Riserva straordinaria patrimoniale »		32,500,000 —	—
Conti correnti passivi »		29,083,857.17	— 20,968
Conto corrente del Regio tesoro, vincolato »		1,197,995,048.39	+ 67,731
Conto corrente del Regio tesoro (accantonamento per pagamento interessi all'Istituto di liquidazioni) »		100,000,000 —	—
Partite varie:			
Riserva speciale azionisti L.	54,034,918.18		—
Fondo speciale azionisti investito in immobili per gli uffici »	46,000,000 —		—
Creditori diversi »	518,730,172.48		+ 9,685
		618,765,090.66	+ 9,685
Rendite L.		96,131,380.84	+ 12,506
Utili netti dell'esercizio precedente L.		57,366,437.41	—
L.		21,238,132,494.52	—
Depositanti »		28,417,994,225.39	— 67,864
L.		49,656,126,719.91	—
Partite ammortizzate nei passati esercizi »		181,911,423.75	— 231
TOTALE GENERALE L.		49,838,038,143.66	— 329,938

Rapporto della riserva (10,479,115,203.49) ai debiti (18,506,290,680.05) da coprire 56.63 %.

p. Il ragioniere generale: RIPETTI.

CONCORSI

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO — DIREZIONE GENERALE - DIVISIONE LOTTO

AVVISO DI CONCORSO

Dal giorno 18 marzo 1929 a tutto il 26 aprile 1929 è aperto il concorso pel conferimento dei sotto indicati banchi del Compartimento di Bari con aggio fino a L. 7500, riservati ai commessi di carriera che, avendo la prescritta anzianità, siano almeno da due anni iscritti nel Compartimento stesso (art. 1, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

NUMERO E SEDE DI CIASCUN BANCO			Collettorie che ne dipendono		PRODOTTI REALIZZATI DAL BANCO durante gli ultimi tre esercizi finanziari in base alle cui medie viene indetto il presente concorso								Cauzione prescritta a garanzia dell'esercizio del banco	Periodo minimo di servizio stabile per poter utilmente concorrere
					Riscossioni				Aggi					
					Esercizi				Esercizi					
Numero	Comune	Provincia	Sede	Riscossione media in base all'ultimo triennio	1925-26	1926-27	1927-28	Media	1925-26	1926-27	1927-28	Media		
213	Corigliano Calabro. .	Cosenza	—	—	46150	77576	55892	59873	6453	8730	7212	7465	1726	Anni 5
149	Candela	Foggia	S. Agata	16490	65339	55995	53286	58207	7874	7220	7030	7375	1680	» 5
			Lacedonia	11389										
			Rocchetta S. Antonio	4268										
101	Sava	Taranto	Fragagnano	4599	61687	52166	44759	52871	7618	6952	6328	6966	1526	» 5
145	Rodi Garganico . . .	Foggia	Carpino	10642	59157	47991	45645	50931	7441	6619	6408	6823	1468	» 5
			Vico Garganico	8390										
			Peschici	5185 aperta il 26-10-26										
18	Modugno	Bari	—	—	51775	50945	47907	50209	6924	6866	6612	6801	1449	» 5
132	Monte S. Angelo. . .	Foggia	—	—	48038	48727	37303	44689	6624	6685	5603	6304	1289	» 5
202	Cassano al Ionio. . .	Cosenza	Trebisacce	12023	47140	39916	34068	40375	6543	5891	5247	5894	1164	» 5
			Spezzano Albanese	6279										
32	Noicattaro.	Bari	Capurso	aperta il 25-8-28	41121	32426	33615	35721	6001	5067	5198	5422	1030	» 5

Un settimo della parte eccedente le L. 5000 dell'aggio lordo annualmente liquidato sarà attribuito alla Cassa sovvenzioni (art. 1, R. decreto-legge 4 giugno 1925, n. 886, convertito in legge con la legge 18 marzo 1926, n. 562) e, per essa, all'Opera di previdenza a favore del personale civile e militare dello Stato e dei loro superstiti (art. 54 del testo unico delle leggi sul lotto, approvato con R. decreto 29 luglio 1925, n. 1456); sull'intero ammontare dello stesso aggio sarà trattenuto il 3 per cento a favore del Fondo di previdenza dei ricevitori del lotto (art 53, testo unico citato).

Il concessionario ha, fra gli altri, l'obbligo dell'esercizio personale.

Le domande redatte in carta da bollo da L. 2, distintamente per ogni banco, controfirmate quelle dei commessi e dei collettori dai rispettivi gestori (ricevitori, reggenti e gerenti), dovranno pervenire od essere presentate alla Intendenza di finanza del Compartimento, non più tardi del suindicato giorno 26 aprile 1929 durante l'orario d'ufficio.

Alle istanze saranno uniti, in originale od in copia autentica, i titoli di studio superiori alla licenza elementare; i documenti comprovanti il servizio prestato in altre Amministrazioni governative, la eventuale cooperazione alla repressione del lotto clandestino, o la qualità di ex combattente con precisa indicazione e dimostrazione delle conseguite benemerenze. (Per la valutazione dei titoli degli ex combattenti, veggasi art. 5, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

Le istanze debbono inoltre contenere espressa dichiarazione di accettazione del banco in caso di conferimento, e, nel caso di aspiranti a più banchi, essere accompagnate da una dichiarazione, datata e sottoscritta, in cui sia specificato l'ordine di preferenza pei singoli banchi; senza di che le domande non sono valide (art. 4, R. decreto 21 gennaio su citato).

Le domande dovranno essere redatte secondo la seguente formula:

« Il sottoscritto, (reggente, gerente o commesso del lotto) al banco N. . . . . . . in . . . . chiede di essere ammesso al concorso indetto con avviso in data 14 marzo 1929 pel conseguimento del banco N. . . . . . . in . . . . che espressamente dichiara di accettare in caso di conferimento ».

(*Data e firma del richiedente*)

I commessi di carriera che alla data di pubblicazione del regolamento 9 agosto 1926, n. 1601 (8 ottobre 1926), abbiano compiuto i 65 anni, potranno, durante cinque anni dalla data suddetta, prender parte ai concorsi ma non oltre l'età di 70 anni.

Roma, addì 14 marzo 1929 - Anno VII

Il direttore capo della Divisione:
A. SEPE.

(786)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO — DIREZIONE GENERALE - DIVISIONE LOTTO

AVVISO DI CONCORSO

Dal giorno 18 marzo 1929 a tutto il 26 aprile 1929 è aperto il concorso pel conferimento dei sotto indicati banchi del Compartimento di Milano con aggio fino a L. 7500, riservati ai commessi di carriera che, avendo la prescritta anzianità, siano almeno da due anni iscritti nel Compartimento stesso (art. 1, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

NUMERO E SEDE DI CIASCUN BANCO			Collettorie che ne dipendono		PRODOTTI REALIZZATI DAL BANCO durante gli ultimi tre esercizi finanziari in base alle cui medie viene indetto il presente concorso								Cauzione prescritta a garanzia dell'esercizio del banco	Periodo minimo di servizio stabile per poter utilmente concorrere
					Riscossioni				Aggi					
					Esercizi				Esercizi					
Numero	Comune	Provincia	Sede	Riscossione media in base all'ultimo triennio	1925-26	1926-27	1927-28	Media	1925-26	1926-27	1927-28	Media		
157	Ponte S. Pietro . . .	Bergamo	Pontida	8583 (chiusa il 26-6-27) (riattivata il 12-11-28)	56440	58120	63906	59489	7251	7368	7774	7464	1717	Anni 5
214	Iseo	Brescia	Edolo	5586	45048	48296	65411	52918	6354	6647	7879	6960	1527	» 5
			Pisogne	3347										
			Breno	10041										
			Darfo	6352										
219	Rovato	Brescia	—	—	46620	52398	58240	52419	6496	6968	7377	6947	1513	» 5
164	Clusone	Bergamo	—	—	47690	46802	55525	50006	6592	6512	7187	6764	1443	» 5
80	S. Angelo Lodigiano .	Milano	—	—	48820	39347	48345	45504	6694	5828	6651	6391	1313	» 5
138	Olginate.	Como	Corte	11411	33246	33441	69196	45294	5157	5178	8144	6160	1307	» 5
95	Cernusco sul Naviglio	Milano	—	—	24162	24860	28196	25739	4041	4132	4565	4246	743	» 2

Un settimo della parte eccedente le L. 5000 dell'aggio lordo annualmente liquidato sarà attribuito alla Cassa sovvenzioni (art. 1, R. decreto-legge 4 giugno 1925, n. 886, convertito in legge con la legge 18 marzo 1926, n. 562) e, per essa, all'Opera di previdenza a favore del personale civile e militare dello Stato e dei loro superstiti (art. 54 del testo unico delle leggi sul lotto, approvato con R. decreto 29 luglio 1925, n. 1456); sull'intero ammontare dello stesso aggio sarà trattenuto il 3 per cento a favore del Fondo di previdenza dei ricevitori del lotto (art. 53, testo unico citato).

Il concessionario ha, fra gli altri, l'obbligo dell'esercizio personale.

Le domande redatte in carta da bollo da L. 2, distintamente per ogni banco, controfirmate quelle dei commessi e dei collettori dai rispettivi gestori (ricevitori, reggenti e gerenti), dovranno pervenire od essere presentate alla Intendenza di finanza del Compartimento, non più tardi del suindicato giorno 26 aprile 1929 durante l'orario d'ufficio.

Alle istanze saranno uniti, in originale od in copia autentica, i titoli di studio superiori alla licenza elementare; i documenti comprovanti il servizio prestato in altre Amministrazioni governative, la eventuale cooperazione alla repressione del lotto clandestino, o la qualità di ex combattente con precisa indicazione e dimostrazione delle conseguite benemerenze. (Per la valutazione dei titoli degli ex combattenti, veggasi art. 5, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

Le istanze debbono inoltre contenere espressa dichiarazione di accettazione del banco in caso di conferimento, e, nel caso di aspiranti a più banchi, essere accompagnate da una dichiarazione, datata e sottoscritta, in cui sia specificato l'ordine di preferenza pei singoli banchi; senza di che le domande non sono valide (art. 4, R. decreto 21 gennaio su citato).

Le domande dovranno essere redatte secondo la seguente formula:

« Il sottoscritto, (reggente, gerente o commesso del lotto) al banco N. . . . . . . in . . . . chiede di essere ammesso al concorso indetto con avviso in data 14 marzo 1929 pel conseguimento del banco N. . . . . . . in . . . . che espressamente dichiara di accettare in caso di conferimento ».

(*Data e firma del richiedente*)

I commessi di carriera che alla data di pubblicazione del regolamento 9 agosto 1926, n. 1601 (8 ottobre 1926), abbiano compiuto i 65 anni, potranno, durante cinque anni dalla data suddetta, prender parte ai concorsi ma non oltre l'età di 70 anni.

Roma, addì 14 marzo 1929 - Anno VII

Il direttore capo della Divisione:
A. SEPE.

(788)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO — DIREZIONE GENERALE - DIVISIONE LOTTO

AVVISO DI CONCORSO

Dal giorno 18 marzo 1929 a tutto il 26 aprile 1929 è aperto il concorso pel conferimento dei sotto indicati banchi del Compartimento di Firenze con aggio fino a L. 7500, riservati ai commessi di carriera che, avendo la prescritta anzianità, siano almeno da due anni iscritti nel Compartimento stesso (art. 1, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

NUMERO E SEDE DI CIASCUN BANCO			Collettorie che ne dipendono		PRODOTTI REALIZZATI DAL BANCO durante gli ultimi tre esercizi finanziari in base alle cui medie viene indetto il presente concorso								Cauzione prescritta a garanzia dell'esercizio del banco	Periodo minimo di servizio stabile per poter utilmente concorrere
					Riscossioni				Aggi					
					Esercizi				Esercizi					
Numero	Comune	Provincia	Sede	Riscossione media in base all'ultimo triennio	1925-26	1926-27	1927-28	Media	1925-26	1926-27	1927-28	Media		
75	Borgo a Buggiano. .	Lucca	Monsummano	*	56169	48642	64427	56413	7232	6678	7810	7240	1628	Anni 5
99	Calci	Pisa	Uliveto	17552	46318	46259	61465	51347	6469	6463	7600	6844	1481	» 5
210	Castelbolognese . .	Ravenna	Solarolo Riolo	18693 *	46889	44146	45907	45647	6520	6273	6432	6408	1317	» 5
190	Bagni della Porretta (Porretta)	Bologna	—	—	45922	41316	46404	44547	6433	6018	6476	6309	1286	» 5
238	Vignola	Modena	Bazzano	*	37586	39808	50021	42472	5634	5879	6801	6105	1226	» 5
51	Poggio a Caiano. . .	Firenze	Carmignano	10039	37480	29466	30425	32457	5323	4731	4847	5067	936	» 5

* Le collettorie con asterisco sono attualmente chiuse.

Un settimo della parte eccedente le L. 5000 dell'aggio lordo annualmente liquidato sarà attribuito alla Cassa sovvenzioni (art. 1, R. decreto-legge 4 giugno 1925, n. 886, convertito in legge con la legge 18 marzo 1926, n. 562) e, per essa, all'Opera di previdenza a favore del personale civile e militare dello Stato e dei loro superstiti (art. 54 del testo unico delle leggi sul lotto, approvato con R. decreto 29 luglio 1925, n. 1156); sull'intero ammontare dello stesso aggio sarà trattenuto il 3 per cento a favore del Fondo di previdenza dei ricevitori del lotto (art. 53, testo unico citato).

Il concessionario ha, fra gli altri, l'obbligo dell'esercizio personale.

Le domande redatte in carta da bollo da L. 2, distintamente per ogni banco, controfirmate quelle dei commessi e dei collettori dai rispettivi gestori (ricevitori, reggenti e gerenti), dovranno pervenire od essere presentate alla Intendenza di finanza del Compartimento, non più tardi del suindicato giorno 26 aprile 1929 durante l'orario d'ufficio.

Alle istanze saranno uniti, in originale od in copia autentica, i titoli di studio superiori alla licenza elementare; i documenti comprovanti il servizio prestato in altre Amministrazioni governative, la eventuale cooperazione alla repressione del lotto clandestino, o la qualità di ex combattente con precisa indicazione e dimostrazione delle conseguite benemerenze. (Per la valutazione dei titoli degli ex combattenti, veggasi art. 5, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

Le istanze debbono inoltre contenere espressa dichiarazione di accettazione del banco in caso di conferimento, e, nel caso di aspiranti a più banchi, essere accompagnate da una dichiarazione, datata e sottoscritta, in cui sia specificato l'ordine di preferenza pei singoli banchi; senza di che le domande non sono valide (art. 4, R. decreto 21 gennaio su citato).

Le domande dovranno essere redatte secondo la seguente formula:

« Il sottoscritto, (reggente, gerente o commesso del lotto) al banco N. . . . . . . in . . . . chiede di essere ammesso al concorso indetto con avviso in data 14 marzo 1929 pel conseguimento del banco N. . . . . . . in . . . . che espressamente dichiara di accettare in caso di conferimento ».

(Data e firma del richiedente)

I commessi di carriera che alla data di pubblicazione del regolamento 9 agosto 1926, n. 1601 (8 ottobre 1926), abbiano compiuto i 65 anni, potranno, durante cinque anni dalla data suddetta, prender parte ai concorsi ma non oltre l'età di 70 anni.

Roma, addì 14 marzo 1929 - Anno VII

Il direttore capo della Divisione:

A. SEPE.

(787)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO — DIREZIONE GENERALE - DIVISIONE LOTTO

AVVISO DI CONCORSO

Dal giorno 18 marzo 1929 a tutto il 26 aprile 1929 è aperto il concorso pel conferimento dei sotto indicati banchi del Compartimento di Napoli con aggio fino a L. 7500, riservati ai commessi di carriera che, avendo la prescritta anzianità, siano almeno da due anni iscritti nel Compartimento stesso (art. 1, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

NUMERO E SEDE DI CIASCUN BANCO			Collettorie che ne dipendono		PRODOTTI REALIZZATI DAL BANCO durante gli ultimi tre esercizi finanziari in base alle cui medie viene indetto il presente concorso								Cauzione prescritta a garanzia dell'esercizio del banco	Periodo minimo di servizio stabile per poter utilmente concorrere
					Riscossioni				Aggi					
					Esercizi			Media	Esercizi			Media		
Numero	Comune	Provincia	Sede	Riscossione media in base all'ultimo triennio	1925-26	1926-27	1927-28		1925-26	1926-27	1927-28			
486	Montecorvino Rovella	Salerno	Olevano sul Tusciano	6572	57857	56746	61613	58739	7350	7272	7613	7412	1695	Anni 5
597	Lagonegro	Potenza	Lauria	11528	51409	49004	65723	55379	6899	6710	7901	7170	1598	» 5
			Castelluccio Inferiore	1469										
			Moliterno	8652										
			Latronico	*										
			Chiaromonte	*										
562	Mercogliano	Avellino	Ospedaletto d'Alpinolo	19463	62583	64274	40666	55841	7681	7799	5960	7147	1611	» 5
508	Atrani.	Salerno	—	—	58205	55980	50625	54937	7374	7219	6844	7146	1584	» 5
402	Pietrelcina.	Benevento	S. Marco de' Cavoti	*	37947	73270	55846	55688	5674	8429	7209	7104	1607	» 5
			Casalduni	3238*										
			S. Giorgio la Molara	4071										
			Fragneto Monforte	3728										
			Pescolamazza	*										
			Pontelandolfo	6584										
			Molinara	*										
			Pago Veiano	6255 (aperta il 10-7-26)										
561	S. Martino Valle Caudina.	Avellino	Pannarano	2937	49823	54898	57649	54123	6784	7143	7335	7087	1562	» 5
			Roccabascerana	10110										
261	Caserta (Tuoro) . . .	Napoli	Casolla	18896	57349	59455	45242	54015	7314	7462	6372	7049	1559	» 5
227	Vico Equense	Napoli	—	—	37935	45327	66100	49787	5673	6379	7927	6660	1436	» 5
469	Salerno (Ogliara). . .	Salerno	—	—	50328	43503	43298	47376	6823	6665	6197	6562	1367	» 5

NUMERO E SEDE DI CIASCUN BANCO			Collettorie che ne dipendono		PRODOTTI REALIZZATI DAL BANCO durante gli ultimi tre esercizi finanziari in base alle cui medie viene indetto il presente concorso								Cauzione prescritta a garanzia dell'esercizio del banco	Periodo minimo di servizio stabile per poter utilmente concorrere
Numero	Comune	Provincia	Sede	Riscossione media in base all'ultimo triennio	Riscossioni				Aggi					
					Esercizi 1925-26	1926-27	1927-28	Media	Esercizi 1925-26	1926-27	1927-28	Media		
581	S. Angelo dei Lombardi	Avellino	Nusco	6958	45596	48753	45894	46750	6404	6688	6430	6507	1349	Anni 5
			Torella dei Lombardi	1710										
			Andretta	2174										
			Bisaccia	4938										
			Caposele	*										
			Guardia Lombardi	2437*										
470	Baronissi	Salerno	—	—	45874	45007	48938	46606	6429	6351	6704	6495	1344	» 5
537	Prignano Cilento. . .	Salerno	Capaccio	21979	48036	44908	41575	44840	6623	6342	6042	6336	1293	» 5
			Rutino Cilento	7083										
			Ogliastro Cilento	3868										
			Castellabate	3958										
396	Arpaia	Benevento	Paolisi	10652	36544	35715	34932	35730	5520	5429	5343	5431	1030	» 5
576	Frigento	Avellino	—	—	27924	30312	33429	30555	4530	4834	5177	4847	882	» 2
440	Frosolone	Campobasso	Bagnoli del Trigno	3257	27853	23652	22412	24639	4521	3975	3814	4103	711	» 2
592	Avigliano	Potenza	—	—	20961	18722	25781	21821	3626	3308	4252	3729	630	» 2

* Le collettorie con asterisco sono attualmente chiuse.

Un settimo della parte eccedente le L. 5000 dell'aggio lordo annualmente liquidato sarà attribuito alla Cassa sovvenzioni (art. 1, R. decreto-legge 4 giugno 1925, n. 886, convertito in legge con la legge 18 marzo 1926, n. 562) e, per essa, all'Opera di previdenza a favore del personale civile e militare dello Stato e dei loro superstiti (art. 54 del testo unico delle leggi sul lotto, approvato con R. decreto 29 luglio 1925, n. 1456); sull'intero ammontare dello stesso aggio sarà trattenuto il 3 per cento a favore del Fondo di previdenza dei ricevitori del lotto (art. 53, testo unico citato).

Il concessionario ha, fra gli altri, l'obbligo dell'esercizio personale.

Le domande redatte in carta da bollo da L. 2, distintamente per ogni banco, controfirmate quelle dei commessi e dei collettori dai rispettivi gestori (ricevitori, reggenti e gerenti), dovranno pervenire od essere presentate alla Intendenza di finanza del Compartimento, non più tardi del suindicato giorno 26 aprile 1929 durante l'orario d'ufficio.

Alle istanze saranno uniti, in originale od in copia autentica, i titoli di studio superiori alla licenza elementare; i documenti comprovanti il servizio prestato in altre Amministrazioni governative, la eventuale cooperazione alla repressione del lotto clandestino, o la qualità di ex combattente con precisa indicazione e dimostrazione delle conseguite benemerenze. (Per la valutazione dei titoli degli ex combattenti, veggasi art. 5, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

Le istanze debbono inoltre contenere espressa dichiarazione di accettazione del banco in caso di conferimento, e, nel caso di aspiranti a più banchi, essere accompagnate da una dichiarazione, datata e sottoscritta, in cui sia specificato l'ordine di preferenza pei singoli banchi; senza di che le domande non sono valide (art. 4, R. decreto 21 gennaio su citato).

Le domande dovranno essere redatte secondo la seguente formula:

« Il sottoscritto, (reggente, gerente o commesso del lotto) al banco N. . . . . . . in . . . . chiede di essere ammesso al concorso indetto con avviso in data 14 marzo 1929 pel conseguimento del banco N. . . . . . . in . . . . che espressamente dichiara di accettare in caso di conferimento ».

(*Data e firma del richiedente*)

I commessi di carriera che alla data di pubblicazione del Regolamento 9 agosto 1926, n. 1601 (8 ottobre 1926), abbiano compiuto i 65 anni, potranno, durante cinque anni dalla data suddetta, prender parte ai concorsi ma non oltre l'età di 70 anni.

Roma, addì 14 marzo 1929 - Anno VII

Il direttore capo della Divisione:
A. SEPE.

(789)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO — DIREZIONE GENERALE - DIVISIONE LOTTO

AVVISO DI CONCORSO

Dal giorno 18 marzo 1929 a tutto il 26 aprile 1929 è aperto il concorso pel conferimento dei sotto indicati banchi del Compartimento di Palermo con aggio fino a L. 7500, riservati ai commessi di carriera che, avendo la prescritta anzianità, siano almeno da due anni iscritti nel Compartimento stesso (art. 1, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

NUMERO E SEDE DI CIASCUN BANCO			Collettorie che ne dipendono		PRODOTTI REALIZZATI DAL BANCO durante gli ultimi tre esercizi finanziari in base alle cui medie viene indetto il presente concorso								Cauzione prescritta a garanzia dell'esercizio del banco	Periodo minimo di servizio stabile per poter utilmente concorrere
					Riscossioni				Aggi					
					Esercizi			Media	Esercizi			Media		
Numero	Comune	Provincia	Sede	Riscossione media in base all'ultimo triennio	1925-26	1926-27	1927-28		1925-26	1926-27	1927-28			
57	Piana dei Greci . . .	Palermo	S. Cristina Gela	*	44772	46204	74057	55011	6329	6458	8484	7090	1586	Anni 5
399	Reggio Calabria (Gallico)	Reggio Cal.	Catona	15107	54810	56684	50931	54142	7137	7268	6829	7078	1562	» 5
			Melito Porto Salvo	12945										
225	Aci S. Antonio . . .	Catania	Viagrande	*	63764	50468	42710	52314	7763	7127	6144	7011	1509	» 5
374	Pietraperzia	Enna	Barrafranca	31519	48085	47886	62378	52783	6628	6610	7666	6968	1523	» 5
167	S. Angelo di Brolo .	Messina	Raccuja	4537	49575	42304	47593	46491	6762	6107	6583	6484	1341	» 5
			Ficarra	3045										
			Sinagra	1231										
			Ucria	*										
335	Santa Ninfa.	Trapani	Gibellina	17060	45940	37389	57089	46806	6435	5613	7305	6451	1350	» 5
			Poggioreale	3335										
			Salaparuta	11618										
324	Favignana.	Trapani	—	—	59269	43677	37371	46772	7448	6231	5611	6430	1350	» 5
79	Balestrate	Palermo	—	—	58074	35670	44950	46231	7365	5424	6345	6378	1334	» 5
134	Lipari	Messina	—	—	39860	43084	48708	43884	5968	6178	6684	6276	1266	» 5
83	Altavilla Milicia. . .	Palermo	—	—	40821	38051	41518	40130	5974	5685	6037	5899	1158	» 5
80	Palermo (Pallavicino)	Palermo	—	—	36328	33198	42050	37192	5496	5152	6084	5577	715	» 5
377	Valguarnera Caropepe	Enna	—	—	30962	29095	48562	36206	4906	4682	6671	5419	1044	» 5

* Le collettorie con asterisco sono attualmente chiuse.

Un settimo della parte eccedente le L. 5000 dell'aggio lordo annualmente liquidato sarà attribuito alla Cassa sovvenzioni (art. 1, R. decreto-legge 4 giugno 1925, n. 886, convertito in legge con la legge 18 marzo 1926, n. 562) e, per essa, all'Opera di previdenza a favore del personale civile e militare dello Stato e dei loro superstiti (art. 54 del testo unico delle leggi sul lotto, approvato con R. decreto 29 luglio 1925, n. 1456); sull'intero ammontare dello stesso aggio sarà trattenuto il 3 per cento a favore del Fondo di previdenza dei ricevitori del lotto (art. 53, testo unico citato).

Il concessionario ha, fra gli altri, l'obbligo dell'esercizio personale.

Le domande redatte in carta da bollo da L. 2, distintamente per ogni banco, controfirmate quelle dei commessi e dei collettori dai rispettivi gestori (ricevitori, reggenti e gerenti), dovranno pervenire od essere presentate alla Intendenza di finanza del Compartimento, non più tardi del suindicato giorno 26 aprile 1929 durante l'orario d'ufficio.

Alle istanze saranno uniti, in originale od in copia autentica, i titoli di studio superiori alla licenza elementare; i documenti comprovanti il servizio prestato in altre Amministrazioni governative, la eventuale cooperazione alla repressione del lotto clandestino, o la qualità di ex combattente con precisa indicazione e dimostrazione delle conseguite benemerenze. (Per la valutazione dei titoli degli ex combattenti, veggasi art. 5, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

Le istanze debbono inoltre contenere espressa dichiarazione di accettazione del banco in caso di conferimento, e, nel caso di aspiranti a più banchi, essere accompagnate da una dichiarazione, datata e sottoscritta, in cui sia specificato l'ordine di preferenza pei singoli banchi; senza di che le domande non sono valide (art. 4, R. decreto 21 gennaio su citato).

Le domande dovranno essere redatte secondo la seguente formula:

« Il sottoscritto, (reggente, gerente o commesso del lotto) al banco N. . . . . . . in . . . . chiede di essere ammesso al concorso indetto con avviso in data 14 marzo 1929 pel conseguimento del banco N. . . . . . . in . . . . che espressamente dichiara di accettare in caso di conferimento ».

(Data e firma del richiedente)

I commessi di carriera che alla data di pubblicazione del regolamento 9 agosto 1926, n. 1601 (8 ottobre 1926), abbiano compiuto i 65 anni, potranno, durante cinque anni dalla data suddetta, prender parte ai concorsi ma non oltre l'età di 70 anni.

Roma, addì 14 marzo 1929 - Anno VII

Il direttore capo della Divisione:
A. SEPE.

(790)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO — DIREZIONE GENERALE - DIVISIONE LOTTO

AVVISO DI CONCORSO

Dal giorno 18 marzo 1929 a tutto il 29 aprile 1929 è aperto il concorso pel conferimento dei sotto indicati banchi del Compartimento di Roma con aggio fino a L. 7500, riservati ai commessi di carriera che, avendo la prescritta anzianità, siano almeno da due anni iscritti nel Compartimento stesso (art. 1, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

NUMERO E SEDE DI CIASCUN BANCO			Collettorie che ne dipendono		PRODOTTI REALIZZATI DAL BANCO durante gli ultimi tre esercizi finanziari in base alle cui medie viene indetto il presente concorso								Cauzione prescritta a garanzia dell'esercizio del banco	Periodo minimo di servizio stabile per poter utilmente concorrere
					Riscossioni				Aggi					
					Esercizi			Media	Esercizi			Media		
Numero	Comune	Provincia	Sede	Riscossione media in base all'ultimo triennio	1925-26	1926-27	1927-28		1925-26	1926-27	1927-28			
212	Porto S. Giorgio. . .	Ascoli	Monterubbiano	*	65738	58508	55735	59994	7902	7396	7201	7500	1731	Anni 5
118	Orte	Viterbo	Soriano	9587	59291	60812	34542	51548	7450	7561	5277	6763	1487	» 5
			Gallese	4285										
			Orte Scalo	7247										
156	Narni	Terni	—	—	31424	70140	49781	50448	4902	8210	6780	6631	1456	» 5
183	Loreto	Ancona	Porto Recanati	18632	51146	41612	50513	47757	6880	6045	6836	6587	1378	» 5
			Filottrano	6060										
			Morrovalle	4682										
93	Ceccano.	Frosinone	—	—	48993	41896	52363	47751	6709	6071	6880	6553	1378	» 5
195	Potenza Picena . . .	Macerata	Recanati	32526	39153	41495	50505	43718	5807	6035	6773	6205	1262	» 5
71	Subiaco.	Roma	—	—	37453	34250	34493	35399	5620	5268	5294	5394	1022	» 5
132	Monte S. Giovanni C.	Frosinone	—	—	28567	29982	25580	28043	4614	4797	4225	4546	809	» 2

* Le collettorie con asterisco sono attualmente chiuse.

Un settimo della parte eccedente le L. 5000 dell'aggio lordo annualmente liquidato sarà attribuito alla Cassa sovvenzioni (art. 1, R. decreto-legge 4 giugno 1925, n. 886, convertito in legge con la legge 18 marzo 1926, n. 562) e, per essa, all'Opera di previdenza a favore del personale civile e militare dello Stato e dei loro superstiti (art. 54 del testo unico delle leggi sul lotto, approvato con R. decreto 29 luglio 1925, n. 1456); sull'intero ammontare dello stesso aggio sarà trattenuto il 3 per cento a favore del Fondo di previdenza dei ricevitori del lotto (art. 53, testo unico citato).

Il concessionario ha, fra gli altri, l'obbligo dell'esercizio personale.

Le domande redatte in carta da bollo da L. 2, distintamente per ogni banco, controfirmate quelle dei commessi e dei collettori dai rispettivi gestori (ricevitori, reggenti e gerenti), dovranno pervenire od essere presentate alla Intendenza di finanza del Compartimento, non più tardi del suindicato giorno 26 aprile 1929 durante l'orario d'ufficio.

Alle istanze saranno uniti, in originale od in copia autentica, i titoli di studio superiori alla licenza elementare; i documenti comprovanti il servizio prestato in altre Amministrazioni governative, la eventuale cooperazione alla repressione del lotto clandestino, o la qualità di ex combattente con precisa indicazione e dimostrazione delle conseguite benemerenze. (Per la valutazione dei titoli degli ex combattenti, veggasi art. 5, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

Le istanze debbono inoltre contenere espressa dichiarazione di accettazione del banco in caso di conferimento, e, nel caso di aspiranti a più banchi, essere accompagnate da una dichiarazione, datata e sottoscritta, in cui sia specificato l'ordine di preferenza pei singoli banchi; senza di che le domande non sono valide (art. 4, R. decreto 21 gennaio su citato).

Le domande dovranno essere redatte secondo la seguente formula:

« Il sottoscritto, (reggente, gerente o commesso del lotto) al banco N. . . . . . in . . . . chiede di essere ammesso al concorso indetto con avviso in data 14 marzo 1929 pel conseguimento del banco N. . . . . . . in . . . . che espressamente dichiara di accettare in caso di conferimento ».

(Data e firma del richiedente)

I commessi di carriera che alla data di pubblicazione del regolamento 9 agosto 1926, n. 1601 (8 ottobre 1926), abbiano compiuto i 65 anni, potranno, durante cinque anni dalla data suddetta, prender parte ai concorsi ma non oltre l'età di 70 anni.

Roma, addì 14 marzo 1929 - Anno VII

Il direttore capo della Divisione:
A. SEPE.

(791)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO — DIREZIONE GENERALE - DIVISIONE LOTTO

AVVISO DI CONCORSO

Dal giorno 18 marzo 1929 a tutto il 26 aprile 1929 è aperto il concorso pel conferimento dei sotto indicati banchi del Compartimento di Venezia con aggio fino a L. 7500, riservati ai commessi di carriera che, avendo la prescritta anzianità, siano almeno da due anni iscritti nel Compartimento stesso (art. 1, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

NUMERO E SEDE DI CIASCUN BANCO			Collettorie che ne dipendono		PRODOTTI REALIZZATI DAL BANCO durante gli ultimi tre esercizi finanziari in base alle cui medie viene indetto il presente concorso								Cauzione prescritta a garanzia dell'esercizio del banco	Periodo minimo di servizio stabile per poter utilmente concorrere
					Riscossioni				Aggi					
					Esercizi			Media	Esercizi			Media		
Numero	Comune	Provincia	Sede	Riscossione media in base all'ultimo triennio	1925-26	1926-27	1927-28		1925-26	1926-27	1927-28			
136	Montebello Vicentino	Vicenza	—	—	50180	63698	63129	59002	6812	7759	7719	7430	1702	Anni 5
134	Arsiero	Vicenza	Asiago	12092	52675	53003	57059	54246	6987	7010	7294	7097	1565	» 5
94	Latisana	Udine	—	—	52705	46327	59938	52990	6989	6469	7496	6985	1529	» 5
53	Peschiera sul Lago di Garda	Verona	Valeggio	7996	37398	46810	62332	48847	5614	6420	7663	6566	1410	» 5
121	Camposampiero . . .	Padova	Piombino Dese	*	47912	47531	45616	47020	6612	6578	6405	6532	1357	» 5
184	Occhiobello	Rovigo	Ficarolo S. Maria Maddalena Calto	18969 5763 *	65422	40657	39174	48417	7880	5902	5809	6530	1397	» 5
262	Portomaggiore. . . .	Ferrara	S. Nicolò d'Argenta	*	28976	43755	50500	41077	4667	5988	6835	5830	1185	» 5
179	Fratta Polesine . . .	Rovigo	Fiesso Umbertiano	9628	36596	31920	41020	36512	5526	5011	5992	5510	1054	» 5
84	Aviano	Udine	—	—	40658	33194	34793	36215	5959	5152	5327	5479	1045	» 5
215	Viadana	Mantova	—	—	23611	27899	38997	30169	3970	4527	5574	4690	871	» 2
154	Mogliano Veneto . .	Treviso	—	—	25928	25196	30640	27255	4271	4175	4870	4439	787	» 2

*** Le collettorie con asterisco sono attualmente chiuse.**

Un settimo della parte eccedente le L. 5000 dell'aggio lordo annualmente liquidato sarà attribuito alla Cassa sovvenzioni (art. 1, R. decreto-legge 4 giugno 1925, n. 886, convertito in legge con la legge 18 marzo 1926, n. 562) e, per essa, all'Opera di previdenza a favore del personale civile e militare dello Stato e dei loro superstiti (art. 54 del testo unico delle leggi sul lotto, approvato con R. decreto 29 luglio 1925, n. 1456); sull'intero ammontare dello stesso aggio sarà trattenuto il 3 per cento a favore del Fondo di previdenza dei ricevitori del lotto (art. 53, testo unico citato).

Il concessionario ha, fra gli altri, l'obbligo dell'esercizio personale.

Le domande redatte in carta da bollo da L. 2, distintamente per ogni banco, controfirmate quelle dei commessi e dei collettori dai rispettivi gestori (ricevitori, reggenti e gerenti), dovranno pervenire od essere presentate alla Intendenza di finanza del Compartimento, non più tardi del suindicato giorno 26 aprile 1929 durante l'orario d'ufficio.

Alle istanze saranno uniti, in originale od in copia autentica, i titoli di studio superiori alla licenza elementare; i documenti comprovanti il servizio prestato in altre Amministrazioni governative, la eventuale cooperazione alla repressione del lotto clandestino, o la qualità di ex combattente con precisa indicazione e dimostrazione delle conseguite benemerenze. (Per la valutazione dei titoli degli ex combattenti, veggasi art. 5, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

Le istanze debbono inoltre contenere espressa dichiarazione di accettazione del banco in caso di conferimento, e, nel caso di aspiranti a più banchi, essere accompagnate da una dichiarazione, datata e sottoscritta, in cui sia specificato l'ordine di preferenza pei singoli banchi; senza di che le domande non sono valide (art. 4, R. decreto 21 gennaio su citato).

Le domande dovranno essere redatte secondo la seguente formula:

« Il sottoscritto, (reggente, gerente o commesso del lotto) al banco N. . . . . . . in . . . . chiede di essere ammesso al concorso indetto con avviso in data 14 marzo 1929 pel conseguimento del banco N. . . . . . . in . . . . che espressamente dichiara di accettare in caso di conferimento ».

(Data e firma del richiedente)

I commessi di carriera che alla data di pubblicazione del regolamento 9 agosto 1926, n. 1601 (8 ottobre 1926), abbiano compiuto i 65 anni, potranno, durante cinque anni dalla data suddetta, prender parte ai concorsi, ma non oltre l'età di 70 anni.

Roma, addì 14 marzo 1929 - Anno VII

Il direttore capo della Divisione:
A. SEPE.

(793)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO — DIREZIONE GENERALE - DIVISIONE LOTTO

AVVISO DI CONCORSO

Dal giorno 18 marzo 1929 a tutto il 26 aprile 1929 è aperto il concorso pel conferimento dei sotto indicati banchi del Compartimento di Torino con aggio fino a L. 7500, riservati ai commessi di carriera che, avendo la prescritta anzianità, siano almeno da due anni iscritti nel Compartimento stesso (art. 1, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

NUMERO E SEDE DI CIASCUN BANCO			Collettorie che ne dipendono		PRODOTTI REALIZZATI DAL BANCO durante gli ultimi tre esercizi finanziari in base alle cui medie viene indetto il presente concorso								Cauzione prescritta a garanzia dell'esercizio del banco	Periodo minimo di servizio stabile per poter utilmente concorrere
					Riscossioni				Aggi					
					Esercizi			Media	Esercizi			Media		
Numero	Comune	Provincia	Sede	Riscossione media in base all'ultimo triennio	1925-26	1926-27	1927-28		1925-26	1926-27	1927-28			
230	Arcola (Pitelli). . . .	Spezia	Arcola	(autorizzata istituzione in esperimento dal 1-10-28	57238	51727	63857	57607	7307	6921	7770	7333	1662	Anni 5
60	Giaveno	Torino	—	—	66344	36710	36769	46608	7944	5538	5545	6342	1345	» 5
136	S. Damiano d'Asti. .	Alessandria	—	—	36367	44175	54026	44856	5500	6276	7082	6286	1294	» 5

Un settimo della parte eccedente le L. 5000 dell'aggio lordo annualmente liquidato sarà attribuito alla Cassa sovvenzioni (art. 1, R. decreto-legge 4 giugno 1925, n. 886, convertito in legge con la legge 18 marzo 1926, n. 562) e, per essa, all'Opera di previdenza a favore del personale civile e militare dello Stato e dei loro superstiti (art. 54 del testo unico delle leggi sul lotto, approvato con R. decreto 29 luglio 1925, n. 1456); sull'intero ammontare dello stesso aggio sarà trattenuto il 3 per cento a favore del Fondo di previdenza dei ricevitori del lotto (art. 53, testo unico citato).

Il concessionario ha, fra gli altri, l'obbligo dell'esercizio personale.

Le domande redatte in carta da bollo da L. 2, distintamente per ogni banco, controfirmate quelle dei commessi e dei collettori dai rispettivi gestori (ricevitori, reggenti e gerenti), dovranno pervenire od essere presentate alla Intendenza di finanza del Compartimento, non più tardi del suindicato giorno 26 aprile 1929 durante l'orario d'ufficio.

Alle istanze saranno uniti, in originale od in copia autentica, i titoli di studio superiori alla licenza elementare; i documenti comprovanti il servizio prestato in altre Amministrazioni governative, la eventuale cooperazione alla repressione del lotto clandestino, o la qualità di ex combattente con precisa indicazione e dimostrazione delle conseguite benemerenze. (Per la valutazione dei titoli degli ex combattenti, veggasi art. 5, R. decreto 21 gennaio 1929, n. 71).

Le istanze debbono inoltre contenere espressa dichiarazione di accettazione del banco in caso di conferimento, e, nel caso di aspiranti a più banchi, essere accompagnate da una dichiarazione, datata e sottoscritta, in cui sia specificato l'ordine di preferenza pei singoli banchi; senza di che le domande non sono valide (art. 4, R. decreto 21 gennaio su citato).

Le domande dovranno essere redatte secondo la seguente formula:

« Il sottoscritto, (reggente, gerente o commesso del lotto) al banco N. . . . . . . in . . . . chiede di essere ammesso al concorso indetto con avviso in data 14 marzo 1929 pel conseguimento del banco N. . . . . . . in . . . . che espressamente dichiara di accettare in caso di conferimento ».

(Data e firma del richiedente)

I commessi di carriera che alla data di pubblicazione del regolamento 9 agosto 1926, n. 1601 (8 ottobre 1926), abbiano compiuto i 65 anni, potranno, durante cinque anni dalla data suddetta, prender parte ai concorsi ma non oltre l'età di 70 anni.

Roma, addì 14 marzo 1929 - Anno VII

Il direttore capo della Divisione:
A. SEPE.

(792)

ROSSI ENRICO, *gerente*

Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato - G. C.